

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 010596 – ASA 21/042/01EXTRA 61/01

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

INDONÉSIE **Amelia Woisiri (f), 39 ans**

CRAINTES DE TORTURE

Londres, le 4 septembre 2001

Amelia Woisiri, dont le mari est décédé en garde à vue en juillet, est détenue au *Polres* (siège de la police) de Nabire depuis le 15 août. Elle avait été menacée de mort par les forces de l'ordre avant d'être arrêtée, et elle est actuellement privée d'assistance judiciaire. D'après les informations recueillies, elle est sur le point d'être livrée au *Komando Pasukan Khusus* (KOPASSUS, commandement des forces spéciales), une unité des forces armées qui s'est rendue responsable de « disparitions », d'actes de torture et d'autres graves violations des droits humains au fil des ans.

Le mari d'Amelia Woisiri, Daniel Yairus Ramar, a succombé aux actes de torture qui lui avaient été infligés en garde à vue à Manokwari, le 20 juillet. Il dirigeait le conseil de la communauté tribale Wondama et avait été accusé d'avoir participé cette année à des attaques dans le sous-district de Wasior, situé dans le district de Manokwari. Ces violences avaient coûté la vie à trois employés d'une entreprise d'exploitation forestière et à cinq membres de la *Brigade Mobil* (*Brimob*, brigade de police mobile).

Le 6 août, Amelia Woisiri a été interrogée par la police, à Manokwari, sur le rôle joué par son mari dans ces attaques, et s'est vu déclarer que son interrogatoire serait confié à la *Brimob* si elle ne révélait pas à la police où se trouvait l'arme à feu de son époux. Elle a également été avertie qu'elle finirait comme son mari si elle ne coopérait pas.

Alors qu'Amelia Woisiri séjournait chez des membres de sa famille à Manokwari, deux policiers lui ont ordonné de les accompagner à Nabire le 15 août. Ils voulaient qu'elle leur montre la maison et les jardins de son défunt mari. Elle a d'abord refusé de les suivre, car les deux fonctionnaires n'avaient aucun document officiel. Ses proches lui ont toutefois conseillé finalement d'obtempérer, craignant qu'elle ne se place dans une situation encore plus difficile en refusant d'accompagner les policiers.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La situation des droits humains s'est dégradée en Papouasie au cours des derniers mois, les autorités indonésiennes ayant fait machine arrière et adopté une position de plus en plus dure vis-à-vis du mouvement indépendantiste papou. La police et l'armée se sont rendues coupables de graves violations des droits humains, notamment d'homicides illégaux, de « disparitions » et d'actes de torture.

Des groupes armés ont riposté en se livrant à de violentes attaques contre des postes des forces de sécurité et d'autres objectifs. La police et l'armée ont lancé des opérations intensives en vue de capturer les responsables. Ces opérations, qui ont lieu dans un certain nombre de districts, dont celui de Manokwari, ont débouché sur de nouvelles violations des droits humains. Des observateurs chargés de veiller au respect des droits humains se sont vu refuser l'accès au sous-district de Wasior, et ont eux-mêmes été menacés lorsqu'ils ont tenté d'enquêter sur des violations des droits fondamentaux ou d'en rendre compte.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en bahasa indonesia, en anglais ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à libérer immédiatement et sans condition Amelia Woisiri, à moins qu'elle ne soit inculpée d'une infraction prévue par la loi ;
- appelez les autorités à veiller à ce qu'elle soit immédiatement autorisée à consulter des avocats, à entrer en contact avec les membres de sa famille et à recevoir des soins médicaux si nécessaire ;
- efforcez-vous d'obtenir l'assurance qu'elle ne sera pas torturée ni livrée au *Komando Pasukan Khusus* (KOPASSUS, commandement des forces spéciales) ou à tout autre service n'étant pas habilité à arrêter des personnes et à les maintenir en détention ;
- demandez instamment que soit ouverte une enquête sur les allégations selon lesquelles Amelia Woisiri a été menacée de mort par des membres de la police ;
- exhortez les autorités à mener une enquête sur la mort en garde à vue de son mari, Daniel Yairus Ramar, et à traduire en justice les responsables présumés.

APPELS À :

Chef de la police de Papouasie :
Brig. Gen. Made Mangku Pastika
Jl. Sam Ratulangi N°8
Jayapura, Papua (Irian Jaya)

Chef de la police nationale :
Commissioner-General Bimantoro
Kapolri, Markas Besar Kepolisian RI
Jl. Trunojoyo 3, Kebayoran Baru

Indonésie

Télégrammes : Police Chief, Jayapura, Papua (Irian Jaya),
Indonésie

Fax : + 62 967 531717 / 967 33763

Formule d'appel : *Dear Brigadier General*, / Mon Général, (si
c'est un homme qui écrit) **ou** Général, (si c'est une femme qui
écrit)

Jakarta Selatan

Indonésie

Télégrammes : National Police Chief, Jakarta Selatan,
Indonésie

Fax : + 62 21 720 1402

Formule d'appel : *Dear Commissioner*, / Monsieur,

COPIES À :

Ministre de la Justice et des Droits humains :

Prof. Dr. Yusril Ihza Mahendra

Menteri Kehakiman

Jl. H.R. Rasuna Said Kav. 6-7

Kuningan, Jakarta Selatan

Indonésie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 2 OCTOBRE 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT
ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

*La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres
WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par Les
Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI - Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes,
rubrique ÉFAI - IS documents. Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*